



Valentin Siméon Zinga, président de l'association Médias, Médiations et Citoyenneté (2MC) donne les grandes orientations de la 3^{ème} édition des Journées Citoyennes de la Presse, qu'il organise du 16 au 18 décembre 2021 à Yaoundé.

Je voudrais situer, l'intérêt, les enjeux et l'importance de la troisième édition des Journées Citoyennes de la Presse, que notre Association organise, en partenariat avec la Fondation Paul ANGO ELA, et l'appui de The Muntu Institute, les 16, et 17 décembre prochains, au Palais des Congrès de Yaoundé, sous le thème « informer et communiquer en temps de Covid-19 ».

La tentation serait évidemment d'y voir une insertion racoleuse de notre Association, dans les logiques d'expression et d'action qui relèvent de l'air du temps. Mais précisément par temps de Covid-19, l'événement en vue, constitue un marqueur pertinent et plutôt original des lignes d'action que nous nous efforçons de tracer au sein de l'espace public depuis trois années maintenant.

Car, nous avons la conviction que notre profession ne peut pas faire l'économie d'un certain

nombre de questions qui interrogent nos pratiques professionnelles en ces temps du « Tout Covid-19 ». Quelquesunes peuvent révéler la gravité des enjeux. Par exemple :

Quels sont le périmètre de l'information (ce qui relève du journalisme), et la zone d'expression de la communication (dont vous savez tous à quel point elle est riche de sous-entendus allant de la manipulation à la propagande) ? Comment délimiter les frontières respectives de ces deux types d'activité ?

Dans quelle mesure les stratégies des communicants pèsent-elles sur les productions journalistiques, à défaut de les (sur)déterminer ? Dit autrement : lorsque les journalistes traitent du Covid-19, qui dicte l'agenda ? Qui décide des modalités de hiérarchisation et des critères de valorisation ? Qui inspire ou impulse les orientations éditoriales ? Nous touchonslà à deux points importants de notre métier : le gatekeeping, et l'agenda setting...

Plus globalement, dans la conjoncture ouverte depuis fin 2019, quels sont les bouleversements induits par cette pandémie dans les pratiques professionnelles des journalistes, des spécialistes et acteurs de la communication, et les Institutions (États, organismes internationaux, Associations, etc.) ? Quels sont les ajustements imposés ici et là ?

Vous l'avez compris : telle est la trame des réflexions en perspective, dans ce qui s'annonce comme un temps d'introspection pour les journalistes, c'est-à-dire un moment de vérité, comme cela est devenu une tradition depuis 2019, date de la première édition des Journées Citoyennes de la Presse.

Il s'agit toujours de questionner nos pratiques et habitus professionnels, d'en sonder les contraintes, d'en révéler les insuffisances, d'en pointer les défis ; c'est-à-dire au fond, d'interroger l'exercice du métier de journaliste au moment même où, les spécialistes des relations publiques (relations-publics), les experts en marketing, les lobbyistes de tout poils, s'efforcent d'influencer les contenus journalistiques. Il est toujours question d'examiner la capacité de résistance des journalistes tenus par tant d'exigences déontologiques (sacralité des faits ; recoupements à plusieurs sources, devoir distance d'avec les sources, dans la mesure où depuis Hubert BEUVE-MERY et autres Pierre VIANSSON PONTE, on sait que « le journalisme, c'est le contact et la distance » ; « devoir d'irrespect » si cher à Ignacio Ramonet).

Il est toujours question dis-je !de sonder les ressources dont disposent les journalistes pour échapper au statut de relais passifs de ces « vérités arrangées » dont parle Edwy Plenel. Au surplus : Il nous faut voir dans quelle mesure et à quelles conditions lesdites ressources sont soit inhibées, soit activées. Peut-être aurais-je dû commencer par-là : nous introduisons cette année une innovation de taille, que nous espérons ériger en institution, c'est-à-dire en tradition pour nos activités : nous entendons rendre un vibrant hommage, tout solennité quoique dans la sobriété, à une figure emblématique de notre microcosme médiatique, qui totalise plus de cinquante-cinq ans de pratique du journalisme : M. Jean-Vincent TCHIENEHOM. Dans ce sillage, nous avons prévu l'organisation d'une journée professionnelle en son honneur, sous le thème : « Jean Vincent tCHièneHoM, un journaliste sur deux siècles : trajectoire, pratiques et leçons d'un itinéraire ». Cette articulation se décline en deux points majeurs : dans un premier temps, nous aurons droit à des témoignages, ou plus exactement à des regards croisés de celles/ceux qui l'ont côtoyé, connu, « pratiqué » ; dans un second mouvement, nous revisiterons, à nouveaux frais nous l'espérons, quelques éléments de son riche répertoire professionnel, qu'il s'agisse de la radio, de la télévision ou de la presse écrite, pour tenter d'en apprivoiser la portée professionnelle et la charge pédagogique. De la sorte, nous tiendrons un engagement solennellement pris lors de la deuxième édition des Journées Citoyennes de la Presse, organisée l'année dernière. Il reste néanmoins à évoquer le troisième centre d'intérêt de cette troisième édition de ce rendez-vous : la consolidation de l'option de stimuler et d'encourager ce que les anglo-saxons appellent « best practices ». C'est tout le sens du concours le deuxième du genre que notre Association, lancera, avec l'appui technique de The Muntu Institute, à l'intention des étudiants en journalisme à travers l'Afrique. C'est le lieu de préciser que, tout en mobilisant, comme par le passé un jury international, nous avons dû revoir les conditions d'organisation de cette compétition qui sera désormais ouverte entre les mois de janvier et avril de chaque année, et les résultats proclamés le 3 mai à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse. Voilà énoncées de manière schématique, les grandes lignes de l'événement qui se profile à l'horizon. Il est à l'image des deux premiers du même genre qui l'ont précédé : souvenez-vous en, la première édition, tenue en décembre 2019, avait pour thème « Quel(s) journalisme(s) pour quelle citoyenneté ? », avant qu'un an plus tard, l'on ait été amené à réfléchir à la problématique « Le traitement de l'information en contexte de crise : contraintes et défis pour les journalistes ». Comme pour ces deux rendez-vous, notre action je veux dire cette entreprise de salubrité publiques'inscrit dans une démarche de résistance résolue, à la banalisation de ces formes de délinquance qui, tirant avantage du prestige de notre métier, ont pignon sur rue et s'expriment aussi bruyamment qu'impunément. On en connaît les ravages et les dommages collatéraux. Mais nous restons convaincus, par-delà un certain scepticisme, que nous devons contribuer à « décontaminer l'information », selon le mot de Ignacio Ramonet. Si l'on en juge par l'engouement perceptible et la mobilisation des figures de référence de notre métier, qui nous ont d'ores et déjà fait le privilège de donner leur accord de participation à cette troisième édition des Journées Citoyennes de la Presse, nous ne pouvons que nous investir plus avant dans cette exaltante aventure citoyenne.